

Vous êtes ici : Accueil / Autres types de criminalité / Prévenir la radicalisation islamique et la combattre



© Facebook PZ Mechelen

Prévenir la radicalisation islamique et la combattre

13 janvier 2015

A la suite des attaques terroristes en France de la semaine passée, nous republions un de nos articles précédents (janvier 2014) consacré à la prévention de la radicalisation islamique.

Dans un premier texte, nous avons présenté le processus de recrutement qui vise certains jeunes musulmans, les principales raisons et moyens utilisés par ces jeunes pour donner leur assentiment et, progressivement, participer aux activités radicales de groupes islamistes. Dans ce texte-ci, nous envisagerons les stratégies utilisées en matière de prévention de la radicalisation violente ainsi que celles utilisées pour la combattre et déradicaliser.

Ces réflexions découlent d'un colloque européen organisé par le SPF Intérieur sur le thème de la *Prévention de la radicalisation violente*.

Prévenir la radicalisation violente au niveau local

Une commune ne peut mettre des policiers partout mais elle n'est pas dépourvue de possibilités efficaces et doit d'abord travailler avec les intervenants de première ligne qui détectent de suite les changements de comportements ou attitudes violentes, à l'école et en famille. Ces intervenants sont appelés à établir des relations de confiance mais également à susciter la création de points de contacts de l'administration, à associer des groupes de pairs pour avertir les jeunes des risques graves, aider les parents et victimes, à faire témoigner des jeunes déçus et à participer à des réseaux locaux invitant à respecter l'autre qui n'est pas suspect simplement parce qu'il est habillé autrement !

C'est donc une politique de sensibilisation, d'individualisation, de respect des autres communautés qu'il faut mettre en œuvre dans chaque ville en relation avec les diverses associations (une Task force existe en Belgique et comprend des policiers, des représentants des communes, du ministère de l'Intérieur et de la cellule radicalisation). Les intervenants de première ligne doivent donner un feedback aux décideurs politiques appelés à créer des structures institutionnelles et compter sur les médias sociaux, ainsi que sur le soutien des Communautés de Belgique et le SPF Intérieur.

A titre d'exemples, les villes de Vilvorde et Malines ont engagé un fonctionnaire pour prévenir la radicalisation avec pour mission de *détecter tout problème en lien avec la radicalisation et d'émettre des propositions pour éradiquer la violence (...)*. Cet agent devra mettre les différentes communautés en contact, les rassembler autour de projets socio-éducatifs et détecter d'éventuels problèmes (Agence Belga). La collaboration avec les communautés religieuses locales traduit donc la conviction que celles-ci ne sont pas un problème mais une solution et qu'il est possible de jeter des ponts.

Déradicalisation au niveau européen

A côté des législations, l'Europe offre un cadre et de l'argent pour des projets, des échanges en vue de faciliter la prévention sur le terrain. Un programme Horizon 2020 réserve d'ailleurs une somme importante pour la recherche fondamentale sur la radicalisation. La Commission européenne a créé un programme RAN de lutte contre le terrorisme et dispose d'un vaste réseau dans les Etats membres visant l'échange d'expériences et bonnes pratiques grâce à l'action des groupes de travail, comme RAN POL, RAN INTERNET, RAN PREVENT,...

La prévention s'accompagne aussi de répression grâce à l'utilisation de Schengen permettant de suivre l'argent des réseaux et d'identifier les gens se déplaçant dans des pays suspects, tout en améliorant les systèmes d'alerte. De plus, en 2010, l'Europe a mis en place une approche multidisciplinaire globale pour favoriser la collaboration effective des acteurs qui sont a priori impliqués : Parquet, Justice, éducation, communes, policiers, gens de terrain en contact avec les personnes vulnérables, avant qu'elles ne deviennent criminelles.

Ainsi, la Communauté européenne tente de fédérer les Etats membres autour des mêmes priorités : disposer d'une plateforme sur la radicalisation, dresser l'inventaire des bonnes pratiques et les mettre à la disposition des hommes de terrain, confier l'évaluation locale à des pairs qui sont volontaires afin d'éviter de longues discussions intellectuelles, profiter des échanges comme ceux d'Erasmus pour sensibiliser les jeunes universitaires. La collaboration des groupes non gouvernementaux devrait contribuer, selon elle, au succès de cette déradicalisation, lequel dépendra aussi du degré d'identification et d'affiliation aux mouvements extrémistes.

Questions à examiner pour lutter contre la radicalisation

En posant le problème de la déradicalisation, nous sommes également confrontés à plusieurs questions : comment réduire l'influence d'extrémistes religieux sur des détenus en situation de vulnérabilité et dont l'endoctrinement est plus discret, en dehors de toute relation avec l'aumônier islamique perçu comme peu croyant ? Est-il vraiment possible de sortir de cette radicalisation ? Un désengagement apparent signifie-t-il que le jeune est déradicalisé ?

Puisque internet bouge rapidement et que les recherches sont dépassées quand elles sont publiées, pourquoi ne pas utiliser les réseaux modernes - YouTube, Facebook, Twitter - pour contrer la radicalisation ?

Finalement, se pose le défi du retour à la vie civile de ces jeunes hommes qui décident à un moment donné de se rendre dans des pays de non-droits puis veulent sortir de cet engrenage ... Comment évaluer et gérer leur degré de dangerosité lorsqu'on sait qu'ils ont manipulé des armes au quotidien ? Comment les aider à quitter des combattants qui ne peuvent pas prendre le risque de voir leur structure éventuellement démasquée ou mise en danger par les départs ?

Gérard De Coninck
Docteur en criminologie

En savoir plus.

Terrorisme Radicalisme Pratiques professionnelles Europe

Précédent

Suivant

